



MAGAZINE

GLEB (10 ANS) EST LE FILS D'IGOR,
QUI CONDUIT DES CAMIONS SUR LES
ROUTES D'EUROPE PENDANT DES MOIS.



TROIS MOIS EN CABINE, UNE SEMAINE EN FAMILLE

un aperçu des conditions de travail précaires sur les routes d'Europe

FUITE DES CERVEAUX EN BULGARIE

le pays se vide de ses jeunes actifs

ENTRETIEN AVEC LA PRÉSIDENTE DU CESE, CHRISTA SCHWENG

« Nous sommes convaincus que nous ne pourrions y arriver qu'ensemble, avec la population et les entreprises »

CONCRÉTISER LE DROIT À L'ÉGALITÉ DES CHANCES

le projet Erasmus+ « Travailler à tout prix ? »

NUMÉRO 02/2022

Chers lecteurs et lectrices, cher(e)s collègues,

Depuis le printemps 2020, Eurofound étudie les répercussions de la pandémie grâce à son enquête en ligne Living, working and Covid-19. La cinquième série du printemps 2022 reflète également les conséquences de la guerre en Ukraine, avec notamment la plus forte inflation et la plus forte augmentation du coût de la vie dans l'UE depuis les années 1970. Deux résultats sont particulièrement préoccupants : Premièrement, bien que presque toutes les restrictions dues à la pandémie aient désormais été levées, la santé mentale de la population reste durablement détériorée. De nombreuses personnes n'ont donc pas réussi à se remettre complètement des effets psychologiques de la pandémie.

Deuxièmement, la confiance dans les institutions n'a cessé de s'affaiblir tout au long de la crise sanitaire. La guerre et l'inflation semblent aggraver encore davantage cette tendance. Dans ce contexte, les personnes sans emploi et celles qui ont des difficultés à gagner leur vie décemment s'avèrent être moins confiantes que les personnes disposant de moyens financiers supérieurs. Toutefois, même parmi ces dernières, la confiance dans l'UE et dans les gouvernements nationaux s'est dégradée, et ce de manière plus notable que dans d'autres groupes de population. Maigre consolation : en moyenne, l'UE s'en sort mieux que les gouvernements nationaux. Il est également surprenant de constater que les citoyens et citoyennes pour qui les réseaux sociaux sont la source d'informations privilégiée se méfient davantage des institutions gouvernementales que les citoyens et citoyennes qui ont recours aux médias traditionnels. Quelles conclusions est-il important que nous en tirions ?

Les institutions gouvernementales tout comme les organisations de travailleurs doivent renforcer encore davantage leur présence dans les médias sociaux. Les fonds en provenance de l'UE et issus des plans de sauvetage nationaux doivent être utilisés de manière ciblée afin de bénéficier aux personnes qui en ont le plus besoin. Les populations les plus solides financièrement sont notamment appelées à se montrer solidaires. Nous ne pouvons défendre nos démocraties que si nous parvenons à rétablir la confiance. Le résultat des dernières élections législatives en France et les pronostics des législatives à venir en Italie constituent un signe d'alarme supplémentaire sur la manière dont certains mouvements discutables instrumentalisent à leurs fins la période d'incertitude actuelle.

Le séminaire de lancement d'EZA qui aura lieu fin septembre sous l'intitulé « Solidarité et paix sociale en période d'instabilité » prônera l'échange au niveau européen. Nous avons également ébauché les premières interrogations et réponses dans le présent EZA-Magazine au cours de l'entretien avec la présidente du CESE, Christa Schweng.

Je vous souhaite un bon moment de lecture.



Sigrid Schraml
Secrétaire générale

SOMMAIRE

4

TROIS MOIS EN CABINE, UNE SEMAINE EN FAMILLE :
un aperçu des conditions de travail précaires sur les routes d'Europe

9

FUITE DES CERVEAUX EN BULGARIE :
le pays se vide de ses jeunes actifs

12

ENTRETIEN AVEC LA PRÉSIDENTE DU CESE, CHRISTA SCHWENG :
« Nous sommes convaincus que nous ne pourrions y arriver qu'ensemble, avec la population et les entreprises »

15

CONCRÉTISER LE DROIT À L'ÉGALITÉ DES CHANCES :
le projet Erasmus+ « Travailler à tout prix ? »

16

ADRESSE

TROIS MOIS EN CABINE, UNE SEMAINE EN FAMILLE

Un aperçu des conditions de travail précaires sur les routes d'Europe

TEXTE : Lukas Fleischmann
PHOTOS : Lukas Fleischmann





LA FAMILLE AVEC JOVITA PRETZSCH DE SOLIDARUMAS

(Kaunas / Lituanie) Gleb est assis sur le canapé, les yeux rivés sur l'application Viber. Cette application n'est pas un jeu ni un réseau social : il s'agit d'un service de communication grâce auquel ce petit garçon de dix ans reste en contact avec son père. Igor se trouve à près de 1 600 kilomètres de là, sur une autoroute du sud de l'Allemagne, quelque part non loin de Karlsruhe, tandis que Gleb vit avec sa mère et sa sœur dans une banlieue de Kaunas. La famille vient d'Ukraine et a dû fuir vers la Lituanie avant le début de la guerre. Elle vit actuellement dans une maison mise à sa disposition par des Lituaniens qui ont émigré pour un an aux États-Unis. Une seule contrepartie exigée : s'occuper des chiens.

Igor connaît déjà la Lituanie depuis un moment car cela fait des années qu'il traverse l'Europe dans son camion chargé de marchandises pour le compte d'entreprises lituaniennes. En tant que chauffeur routier longue distance, il s'absente jusqu'à trois mois d'affilée. « Même si je pouvais gagner ne serait-ce que la moitié en Ukraine, je ne le ferais pas », confie Igor tandis qu'il fait une pause sur une aire de services et communique via l'application avec son fils et sa femme. « En Ukraine, je gagnerais quelques centaines d'euros par mois, en Lituanie c'est minimum quatre fois plus ». Cet argent gagné par Igor n'est pas seulement nécessaire à la survie de sa famille, il l'est également pour la survie de nombreux proches restés en Ukraine malgré la guerre. Selon Natalya, ils sont nombreux à dépendre de son salaire pour vivre. Natalya est la femme d'Igor. « En septembre, nous aurons un nouveau neveu ou une nouvelle nièce. Igor aide son frère car en Ukraine, actuellement, il n'y a pas de travail. Or les prix sont devenus plus élevés qu'ici alors que

les salaires étaient plus bas », explique-t-elle. Normalement, Igor reste au moins un mois à la maison avec sa famille après un déplacement de trois mois. Depuis la guerre, le mois s'est transformé en une semaine et Natalya s'occupe presque exclusivement de la famille et de la maison. En plus de prendre soin des enfants et de sa famille, elle travaille quelques heures par semaine comme coiffeuse à Kaunas afin de gagner un petit supplément pour le foyer.

Un syndicat est synonyme de sécurité

Comparé à d'autres chauffeurs, hommes ou femmes, Igor jouit de quelques avantages et court moins de risques d'être exploité par son employeur. Cela est notamment dû à son adhésion au syndicat « Solidarumas ». En effet, cette organisation syndicale, qui est également membre d'EZA, défend les droits de ses adhérents lorsqu'ils sont sur les routes d'Europe. Gintaras Čiužas est président de la branche transport de Solidarumas et représente plus de 2 000 adhérents. Il a lui-même conduit des camions pendant dix ans et connaît les besoins de ces conducteurs et conductrices. « Ces personnes vivent des situations de stress lorsqu'elles sont séparées de leurs familles. Surtout lorsqu'elles sont dans un pays inconnu, avec des lois inconnues, des personnes inconnues et une langue qui leur est étrangère. En cas de problème, les chauffeurs routiers se retrouvent dans une impasse. Ils ne savent pas quoi faire. Alors ils nous appellent et nous essayons de les aider », explique Gintaras.

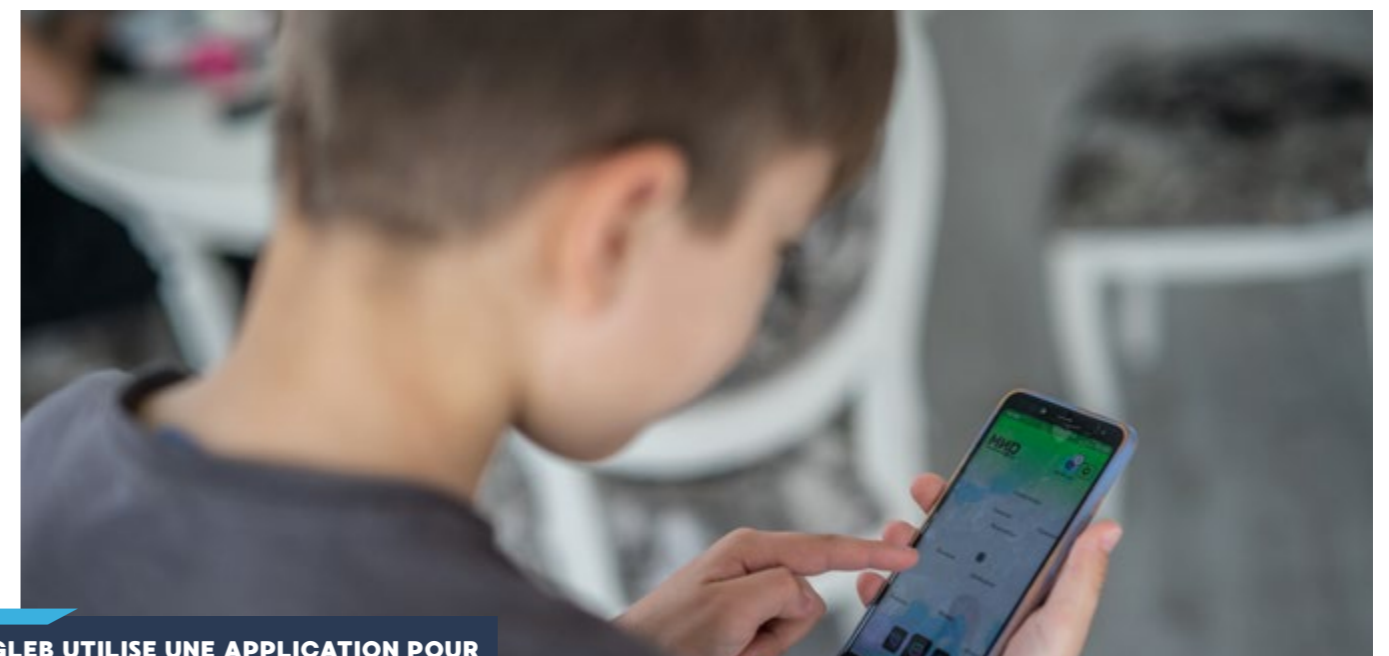
Un exemple de son travail : un chauffeur routier dormait dans sa cabine sur une aire de repos en France lorsqu'il s'est fait voler le diesel de son véhicule durant la nuit. Au vu des prix actuels du carburant, ce type de cas n'est pas rare. Or, communiquer avec la police s'est révélé être quasi impossible à cause de la barrière de la langue. L'employeur a alors exigé que le chauffeur prenne le préjudice engendré à sa charge, sur son propre salaire. Un cas typique de ceux sur lesquels Gintaras intervient. « Habituellement, les gens ne s'adressent à notre organisation syndicale que lorsqu'ils ont des problèmes. Le niveau de prise de conscience de nos travailleurs et travailleuses n'est pas encore assez élevé pour qu'ils adhèrent au syndicat par solidarité. Leur position est la suivante : je n'aurai pas de problème, je n'en ai pas besoin, je sais me débrouiller tout seul. Et puis finalement, un problème se présente », déclare Gintaras. C'est ainsi qu'environ 70 000 des 80 000 chauffeurs, hommes et femmes confondus, qui sont enregistrés via des sociétés lituaniennes n'adhèrent à aucun syndicat malgré les évidents avantages.

Cela est également dû au salaire pratiqué en Lituanie. Avec jusqu'à 2 400 € nets, le salaire d'un chauffeur poids lourd longue distance est deux fois plus élevé que le salaire moyen national lituanien et au moins quatre fois plus élevé que le salaire moyen en Ukraine ou en Biélorussie. Il y a donc peu de raisons de s'organiser syndicalement pour obtenir de meilleures rémunérations. Pour les chauffeurs ukrainiens comme Igor, ce montant leur permet de faire vivre plusieurs familles. Par conséquent, ils acceptent les sacrifices que ce métier implique. Plus de 80 % des conducteurs et conductrices d'entreprises de transport lituaniennes sont ukrainiens ou biélorusses. De plus, dans de nombreux pays situés à l'est des frontières de l'UE, les travailleurs et travailleuses ont tendance à être

encore moins sensibilisés à la protection organisée de leurs intérêts que dans les États de l'Est membres de l'UE. Enfin, les sociétés de transport ne sont pas vraiment enthousiastes à l'idée de voir des chauffeurs routiers désireux d'adhérer à un syndicat dès leur embauche.

Un système inhumain

Pour Norbert Jungkunz, ce système est inhumain. Ce dernier travaille comme aumônier depuis plus de 20 ans auprès de chauffeurs routiers hommes et femmes, notamment en Bavière, et il se rend sur les aires d'autoroute afin de proposer son soutien ainsi qu'une oreille attentive. Sa clientèle est considérable : l'Allemagne est le pays de l'UE le plus traversé par des poids lourds. Environ 1,5 million de camions circulent chaque jour sur les autoroutes allemandes, ce qui fait donc plus de 1,5 million de chauffeurs routiers. « Imaginez si vous deviez tous les jours partir à la recherche de toilettes sur votre lieu de travail ? Vous trouvez que ce sont des conditions de travail humaines ? Imaginez la même chose pour vous nourrir. Les repas sur les aires d'autoroutes sont beaucoup trop onéreux. Les chauffeurs routiers ont donc très souvent un mini réfrigérateur avec eux, préalablement rempli par leur épouse. Ou bien ils cuisinent dans la cabine de leur camion sur un réchaud à gaz, et ce pendant des mois dans six mètres carrés. Pour moi, c'est inhumain », explique Norbert Jungkunz. Selon lui, il n'y a pas eu d'amélioration en ce qui concerne les conditions de travail ces vingt dernières années. Ce constat transparait également dans l'attractivité décroissante de ce travail pour les individus au sein de l'UE, le personnel venant de plus en plus des pays de l'Est voire d'Asie. « Je connais des cas de Vietnamiens qui arrivent ici dans des conditions plus que discutables. C'est de la traite d'êtres humains », conclut l'aumônier.



GLEB UTILISE UNE APPLICATION POUR RESTER EN CONTACT AVEC SON PÈRE

GINTARAS ČIUŽAS – PRÉSIDENT DE LA
BRANCHE TRANSPORT DE SOLIDARUMAS

Dans le même temps, les réglementations sont devenues nettement plus strictes sur le papier depuis au moins 2020, bien que l'UE s'occupe de cette question depuis déjà des années. En effet, le train de mesures de l'UE sur la mobilité doit garantir un équilibre entre la protection sociale des chauffeurs routiers et la liberté des exploitants en ce qui concerne les services de transport transfrontaliers. Par ailleurs, il existe depuis 2019 un nouvel organe européen chargé de contrôler le respect de ces réglementations par-delà les frontières nationales : il s'agit de l'Autorité européenne du travail (AET) sise à Bratislava. Pia Fallström Mujkic en est la porte-parole. Elle décrit la coopération qui existe entre les autorités nationales et l'AET lorsqu'il est question du contrôle sur les routes. « Pour donner un exemple concret de cette coopération, je peux citer la semaine d'action que nous avons réalisée en juin 2022. L'AET a coordonné, conjointement avec Roadpol [N.D.L.R : réseau des services de police chargés de la surveillance routière en Europe], un contrôle commun et simultané en Croatie, en Bulgarie, en France, en Italie, en Lituanie, aux Pays-Bas et en Espagne. Nous avons également bénéficié du soutien d'agents nationaux venus de 13 autres États membres. De nombreuses infractions ont été constatées. De la fraude au tachygraphe à la traite d'êtres humains, en passant par le non-respect des temps de repos ».

Depuis sa création, l'AET a nettement augmenté le nombre de contrôles et a également élargi la coopération avec les autorités nationales. Mais le combat reste difficile à mener. Cela vient, en outre, du fait que parfois, il n'est pas évident de savoir dans quel pays les infractions sont commises. « Les chauffeurs sont embauchés par une entreprise qui est immatriculée dans un pays A. Mais ils viennent en fait d'un autre pays, un pays tiers, d'un pays très souvent situé en dehors de l'UE. Leur employeur enregistré dans ledit pays A les envoie alors, par exemple, dans un pays B qui peut être un pays aux coûts plus élevés avec un niveau de revenus également supérieur. Malgré cela, l'employeur paie uniquement le salaire du pays meilleur marché bien que les employés vivent et travaillent la plupart du temps dans le pays plus cher ».

La nécessité de l'accès à l'information

Pour Pia Fallström Mujkic, il est également évident que le véritable problème du dumping social n'est pas tant pour les chauffeurs routiers qui sont au courant

de leurs droits que pour les chauffeurs qui n'ont pas accès à l'information. « Le dialogue social avec les syndicats mais aussi avec les organisations patronales est donc absolument capital pour notre travail. Car ce sont justement les partenaires sociaux qui aident non seulement à établir les réglementations mais aussi à faire prendre conscience de leur existence ».

L'aumônier d'entreprise Norbert Jungkuz est sceptique quant au fait de savoir si une augmentation des contrôles et une adhésion à un syndicat ont de véritables effets positifs pour la majorité des conducteurs et conductrices. Ses exigences vont plus loin : « Je réclame un prix fixe par kilo ou par tonne pour le transport commercial de marchandises. C'est le seul moyen de mettre fin à cette spirale à la baisse qui fait chuter les tarifs ». En moyenne, le chauffeur routier qui circule dans l'UE a plus de 50 ans. La tendance est à la hausse. Pour l'avenir du transport de marchandises, il se pose donc la question de savoir si de meilleures conditions de travail, plus justes, pourraient de nouveau attirer davantage de jeunes vers ce métier difficile. L'alternative pour les chauffeurs qui ont très peu accès à l'information et aux organisations de travailleurs est un système synonyme d'exploitation qui n'a pas peur de se rapprocher de la traite d'êtres humains ni de l'esclavage moderne. Il est impossible de se passer des poids lourds. Au final, ce sont bien quatre objets sur cinq utilisés par les Européen(ne)s qui sont transportés à travers le continent par l'un de ces millions de camions.

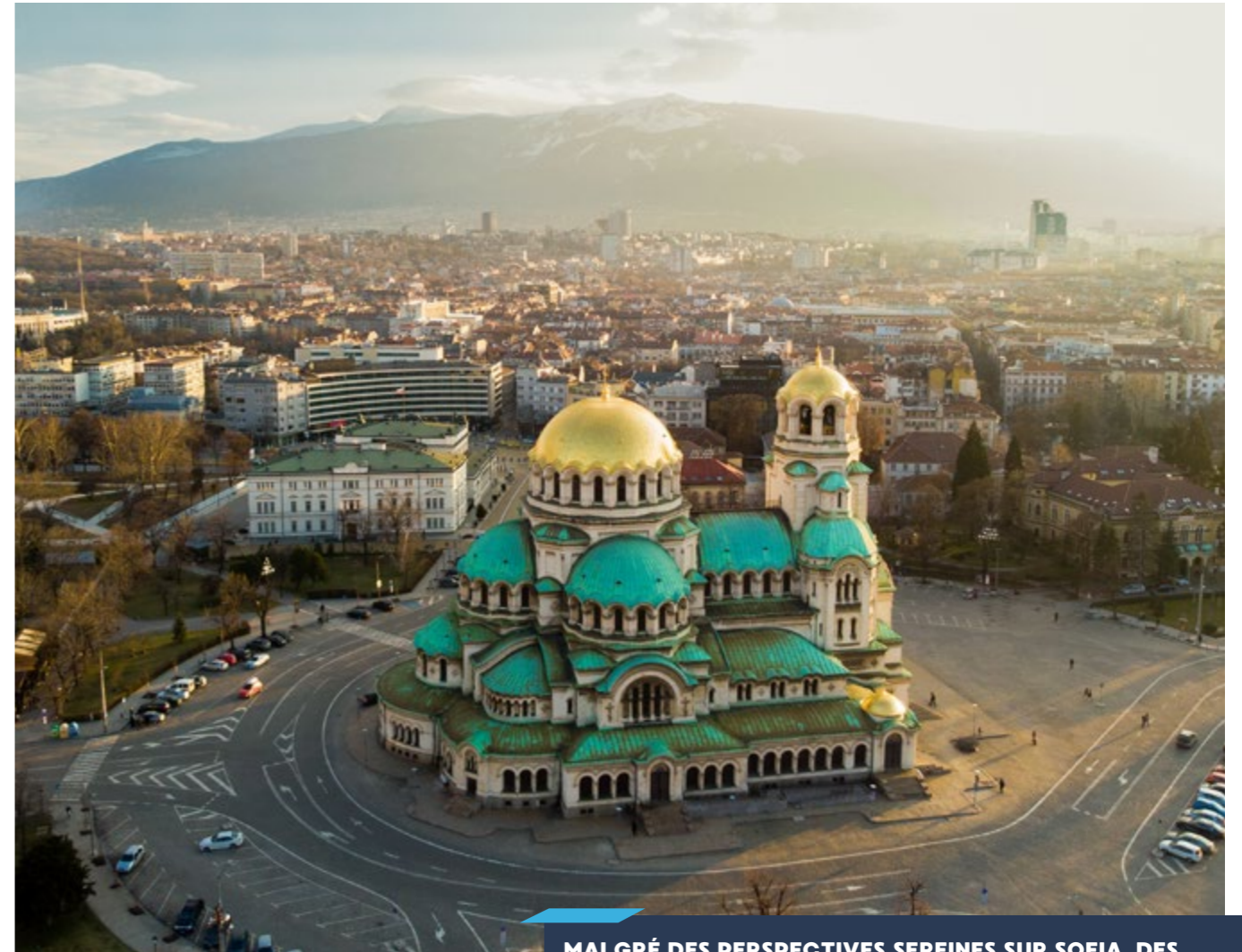
We Work Europe



L'histoire d'Igor et le travail syndical de Solidarumas font également l'objet d'un épisode du podcast d'EZA „We Work Europe“, disponible sur www.eza.org ou via ce code.

PERSPECTIVES EN BULGARIE

Entre émigration et protestation



MALGRÉ DES PERSPECTIVES SEREINES SUR SOFIA, DES PERSPECTIVES INCERTAINES POUR L'AVENIR DE LA BULGARIE

TEXTE : Ralph Würschinger

PHOTOS : Ralph Würschinger, Adobe Stock

(Sofia / Bulgarie) Les hivers 2020 et 2021 ont été très rudes pour les Bulgares. Ce pays des Balkans n'a pas eu à lutter contre le froid extrême mais plutôt contre la pandémie qui a frappé un système de santé au bord du gouffre. Cette situation a été mise en évidence de manière dramatique par la pénurie de personnel qui se fait sentir en raison de la forte émigration des jeunes actifs dans presque tous les secteurs de la vie économique de la Bulgarie. « Nous avons dû faire appel à de nombreux et nombreuses anesthésistes pour aider les patient(e)s Covid. Nous traitons des patients Covid jour et nuit. Malheureusement, nombre d'entre eux sont décédés. Avec ma spécialisation, mon travail était surtout axé

sur ces patients-là », raconte Genoveva Bellchova lors d'un entretien pour l'EZA-Magazine à l'été 2022. Cette dernière travaille en tant qu'anesthésiste à la clinique Shumen, à Sofia, et a accumulé les heures de service supplémentaires l'hiver dernier. « Nous avons perçu des primes pendant un petit moment mais ce temps est désormais révolu ». Ce qui perdure, en revanche, ce sont les heures supplémentaires. Les cliniques de Bulgarie manquent effectivement de personnel. Non seulement de médecins, mais également de personnel de soin. Les raisons à cette situation datent de bien avant la pandémie.



**A ALEKSANDER ZAGOROV -
SECRÉTAIRE FÉDÉRAL PODKREPA**

Un déclin démographique

La Bulgarie est frappée depuis des décennies par l'émigration. L'effondrement de l'Union soviétique a largement contribué à ce phénomène. À l'inverse, relativement peu de personnes ont immigré vers la Bulgarie. Seule l'entrée dans l'UE en 2007 a atténué ces vagues de départs. Depuis 2014, les Bulgares bénéficient de la libre-circulation pour les travailleurs ; depuis, les migrations sont de plus en plus saisonnières. Selon une étude de Caritas Bulgarie (datant de 2019), environ 1,3 million de Bulgares vivaient dans un autre pays en 2017. Dans le même temps, on comptait 150 000 personnes ayant immigré en Bulgarie. Le nombre d'émigrés est ainsi presque neuf fois plus élevé que celui des immigrés. Conséquence : la population diminue. Ces quarante dernières années, la population totale a chuté de 8,8 millions d'habitants à 6,8 millions d'habitants aujourd'hui.

La majeure partie des Bulgares vivant à l'étranger est âgée de 25 à 54 ans (source : statistiques démographiques Eurostat 2019), c'est-à-dire qu'elle se trouve en âge de travailler. La population du pays est ainsi de plus en plus vieillissante et la pénurie de main-d'œuvre sur le marché du travail est de plus en plus importante. Dans le contexte du Covid et eu égard au système de santé, ce phénomène a eu de graves conséquences pour une grande partie de la population. En novembre 2020, le pays a enregistré le taux de mortalité par habitant le plus élevé de l'UE. Cela a été et est toujours dû aujourd'hui surtout à la pénurie de personnel soignant et de médecins qui prennent en charge les patient(e)s. 60 % des médecins ont plus de 51 ans et sont eux-mêmes exposés à un risque plus élevé de souffrir de symptômes graves du Covid. Avec l'accroissement de la population plus âgée, il faudrait augmenter de plus en plus le nombre de travailleurs dans le secteur médical. Or c'est l'inverse qui se produit.

MEMBRES DE PODKREPA MÉDECIN GENOVEVA BELLCHOVA (À GAUCHE) & INFIRMIÈRE KRASMIRA DIMITROVA (À DROITE ; ELLE DÉCRIT SA SITUATION DANS LE PODCAST EZA)



Selon l'Association bulgare des professionnels de santé, 1 000 infirmiers, infirmières et autre personnel médical quittent chaque année la Bulgarie. En revanche, ils sont moins nombreux à entrer dans le pays. « De meilleures conditions de travail, un meilleur équipement technique, des opportunités de formation continue et, bien sûr, des salaires plus élevés : voilà ce qui a attiré certain(e)s collègues en Allemagne », affirme Genoveva Bellchova. Elle peut comprendre ces décisions et admire même un peu ces collègues. Car il faut du courage pour quitter son pays. Certes, cette spécialiste de 47 ans se plaint des dérives dans son secteur professionnel mais pour elle, émigrer n'est pas (plus) une option. Elle nous explique avoir essayé avant qu'il y ait l'Union européenne mais cela n'a pas fonctionné pour diverses raisons. Depuis, elle a construit sa famille et sa carrière ici, en Bulgarie. « Je me sens investie d'une mission vis-à-vis de la société. Je m'engage également pour les jeunes car je donne des cours à des étudiants et étudiantes. Je ferai tout mon possible pour que les rémunérations augmentent, pour que les conditions de travail s'améliorent et pour que les médecins que nous formons restent au pays ». Depuis environ 25 ans, elle s'engage au sein de la confédération syndicale Podkrepa, un des deux gros syndicats de Bulgarie qui compte 150 000 adhérents et qui est membre d'EZA.

Un défi pour les syndicats

Aleksander Zagorov est secrétaire fédéral chez Podkrepa. Il mène des négociations au niveau national avec le gouvernement et les institutions gouvernementales et leur expose les demandes des travailleurs et travailleuses. « On observe une série de protestations dans différents secteurs. Parfois, elles concernent le manque de sécurité au travail, parfois les salaires trop bas. Il y a une forte demande d'augmentation des salaires, notamment en cas d'inflation et si l'avenir semble incertain ».

Récemment, c'est le secteur de la culture qui a attiré l'attention de la presse. Au mois de juin, les salariés des musées et des bibliothèques ont protesté pour une meilleure rémunération. Selon le syndicaliste de Podkrepa, dans un premier temps, le ministre de la Culture compétent a ignoré les revendications et n'a pas cherché à dialoguer avec les syndicats. « Au final, nous avons réussi à retenir l'attention du ministre grâce au parlement. Il a admis que sa conduite était inacceptable et a rencontré les syndicats ainsi que les représentants de la contestation pour signer un accord salarial ». Malgré ce succès, Aleksander Zagorov regarde l'avenir avec des sentiments mitigés. « 2023 sera pour nous une année décisive car de nombreux plans et stratégies vont changer au niveau national. Par exemple, le projet énergie et climat, des plans relatifs au développement territorial vont être mis sur pied, de nombreuses stratégies vont être élaborées dans tel ou tel secteur, mais avec l'aide de l'UE, et en 2024, nous passons à l'euro. Il y aura des tensions sociales : de larges couches de la population vont exiger plus de justice ».

Aleksander Zagorov considère qu'il incombe à Podkrepa de réagir aux changements sur le marché du travail et au vieillissement de la population active, avec des formations ou un soutien du syndicat pour la recherche d'emploi. Le vieillissement de la population transparait également dans le nombre d'adhésions au syndicat. Ce qui est un problème, selon A. Zagorov. L'influence de Podkrepa sur la politique pourrait diminuer sur le long terme si le nombre absolu d'adhérents reculait en raison de l'absence de relève. Peut-être que certains jeunes sur le marché du travail ne voient pas la nécessité d'adhérer à un syndicat alors que les travailleurs et travailleuses des secteurs de la médecine, de la culture mais également surtout de l'enseignement se plaignent de salaires inéquitables. En effet, tous les secteurs ne sont pas égaux quand il s'agit de revendications des salariés pour de meilleures conditions de travail ou une hausse des salaires.

IT-Boom

« Je crois que personne dans le secteur des TI ne se plaindrait d'être sous-payé. OK, il y en a peut-être quelques-uns mais c'est ridicule quand on pense aux rémunérations pratiquées dans d'autres secteurs », confie Nikolay Tanchev. À l'origine, ce jeune homme de 26 ans a fait des études de stylisme et il suit désormais une formation continue en programmation informatique. Par ailleurs, il travaille en tant que spécialiste en soutien logiciel pour une entreprise américaine qui possède un siège à Sofia. Une situation gagnant-gagnant pour les deux parties : les salaires que versent les sociétés internationales dans le secteur informatique sont élevés pour le niveau de vie en Bulgarie. Selon Nikolay Tanchev, ils dépassent les salaires des enseignants et enseignantes

Vous trouverez de plus amples informations ainsi qu'un aperçu du travail de Podkrepa dans un épisode du podcast d'EZA « **We Work Europe** » qui est disponible sur www.eza.org ou via ce code-barres.

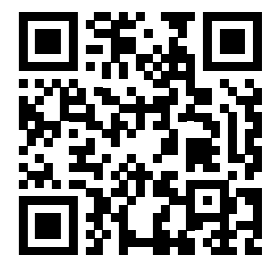
NIKOLAY TANCHEV - PROGRAMMEUR



et en partie également ceux des médecins. Il ne souhaite cependant pas donner de chiffres concrets. Dans le même temps, il est plus avantageux pour les entreprises occidentales d'employer de la main-d'œuvre en Bulgarie que n'importe où ailleurs dans l'UE.

Ces dernières années, environ 100 000 emplois ont été créés par le secteur des TI dans ce pays des Balkans. Outre des entreprises de sous-traitance, la Bulgarie voit se développer une jeune scène de start-up. Pour Nikolay Tanchev, il n'y a donc aucune raison de se plaindre. Et adhérer à un syndicat n'est pas non plus dans ses projets immédiats. Malgré tout, il entrevoit ce qu'il se passe dans d'autres secteurs grâce à certains de ses amis qui ont déjà quitté le pays. Il est important pour lui que le personnel médical soit mieux rémunéré : « Leur travail est très éprouvant, la formation dure des années et nous avons vraiment besoin de médecins ici. Nous avons besoin de salaires plus élevés pour que non seulement les personnes qui ont étudié à l'étranger reviennent, mais aussi pour que davantage de personnes choisissent d'étudier la médecine et de travailler ici ». C'est le cas du fils du Dr Genoveva Bellchova. Celle-ci nous explique qu'il travaille en ce moment à l'hôpital universitaire de Varna. Il y est certes heureux mais elle n'exclut pas qu'il fasse un jour le choix de partir à l'étranger. Elle n'a aucun problème avec ça. Le médecin regarde l'avenir de la Bulgarie de manière positive : « Soyons honnêtes, en ce moment c'est compliqué. Mais nous devons rester optimistes et proactifs, avancer étape par étape. De meilleures conditions de travail, de meilleures opportunités de formation, de meilleures rémunérations : nous devons mener à bien ce que nous avons commencé ».

We Work Europe



« NOUS SOMMES CONVAINCUS QUE NOUS NE POURRONS Y ARRIVER QU'ENSEMBLE, AVEC LA POPULATION ET LES ENTREPRISES »



CHRISTA SCHWENG, PRÉSIDENTE DU COMITÉ ÉCONOMIQUE ET SOCIAL EUROPÉEN (CESE)

Christa Schweng, présidente du Comité économique et social européen (CESE), nous parle du travail au sein de son comité et des nombreuses mutations économiques et sociales auxquelles l'Europe est confrontée.

INTERVIEW : Ralph Würschinger

PHOTOS : CESE

EZA : Quand vous avez commencé votre mandat de présidente du CESE, la pandémie avait déjà touché le monde entier. Il y a désormais la guerre en Europe. Comment ces très nombreux défis et mutations ont-ils affecté le travail du CESE et votre présidence ?

Christa Schweng : Dès le départ, il nous est apparu très clairement que nous devions travailler à la relance suite à la pandémie. Nous avons besoin de cette capacité de relance et de résilience que nous avons vue émerger par la suite. En ce qui concerne la guerre en Ukraine, nous avons déjà eu un premier échange le 24 février sur l'Ukraine et les éventuelles répercussions que ce conflit pourrait avoir, non seulement sur l'Union européenne, mais également et surtout sur la population au sein de l'Union. Suite à ces discussions, nous avons adopté deux résolutions : la première traitait des conséquences réelles de la guerre en Ukraine et la seconde appelait à l'adhésion du pays à l'Union européenne. Par ailleurs, nous avons publié et adopté cette résolution une semaine avant que le Conseil européen n'accepte d'accorder le statut de candidat à l'Ukraine. Je pense que nous avons été plutôt réactifs et nous sommes véritablement fiers de cela.

EZA : La guerre aux frontières de l'UE suscite incertitude et peur au sein de la population. Ce conflit a également des conséquences au niveau économique. Quelles sont les plus impérieuses ?

Christa Schweng : L'inflation augmente et les perspectives économiques se détériorent. De plus, en raison de la crise énergétique, de nombreuses personnes craignent de ne plus être en mesure de chauffer leurs habitations. Par conséquent, avant même que la guerre ne soit déclenchée, nous mettons en avant la nécessité de prendre en main la transition énergétique. Néanmoins, il subsistait toujours la question de savoir comment le paquet de mesures « Ajustement à l'objectif 55 » pouvait se concrétiser. Nous sommes convaincus que nous ne pourrions y arriver qu'ensemble, avec la population et les entreprises. Il faut que tout le monde

« IL FAUT QUE TOUT LE MONDE PARTICIPE, NON SEULEMENT LES ENTREPRISES, MAIS ÉGALEMENT LES TRAVAILLEURS ET LES CONSOMMATEURS, C'EST ÉVIDENT. »

participe, non seulement les entreprises, mais également les travailleurs et les consommateurs, c'est évident. Si la société dans son ensemble n'est pas dans un consensus, il devient alors très difficile d'atteindre ce type d'objectifs. Nous pensons donc qu'il est nécessaire d'investir tout ce que nous avons et ce que nous pouvons dans les énergies renouvelables et d'essayer de travailler dans le sens de cette transition le plus rapidement possible.

EZA : En dehors des répercussions de la guerre en Ukraine et de la pandémie, quels sont les sujets les plus urgents sur lesquels le CESE travaille actuellement ?

Christa Schweng : Nous savons qu'environ 90 % de l'ensemble des emplois dans le futur nécessiteront des connaissances numériques ou, au moins, des connaissances de base. Disposer d'une certaine compétence numérique n'est donc plus une option, c'est un impératif absolu. Plus les travailleurs avancent en âge, plus ils ont de difficultés à faire face à ces changements. Ne laisser personne de côté est l'un des objectifs, et l'un des messages, que nous avons toujours mis en avant. Et il ne faut surtout pas oublier de parler de la mutation verte car il s'agit d'un sujet tout aussi important pour nous. Cette transition requiert de changer d'état d'esprit, de changer notre manière de penser. Permettez-moi de citer l'exemple de notre plateforme des acteurs de l'économie circulaire qui est destinée à recueillir des exemples de bonnes pratiques. Depuis sa création, nous avons produit plus de sept cents exemples qui montrent la manière dont l'industrie et certaines professions doivent changer pour se diriger vers un modèle circulaire ; c'est quelque chose qui suscite un grand intérêt à travers le monde entier.



EZA : Ces derniers temps, le CESE a fait l'objet de critiques. Certaines personnes soutiennent que cet organe consultatif reçoit un financement excessif et qu'il n'a pas d'impact suffisant sur l'action politique réelle. Que répondez-vous à ces attaques ?

Christa Schweng : Le CESE est constitué d'employeurs, de travailleurs, d'organisations de consommateurs, de professionnels de l'agriculture et d'organisations sectorielles,

etc. Notre travail est fondé sur le consensus et lorsque tous ces groupes s'entendent sur un point, je peux vous assurer que c'est un pilier solide sur lequel les politiques peuvent s'appuyer ; ils savent alors que c'est une base sur laquelle ils peuvent construire. Voilà ma réponse aux critiques. Ne pensez-vous pas que le peuple, constitué notamment de travailleurs et de consommateurs, ne mérite pas d'avoir une voix qui porte, ou d'être entendu, au niveau européen ?

Le CESE (Comité économique et social européen) est un organe consultatif de l'Union européenne (UE) qui a été créé en 1958. Son objectif est de représenter la société civile au niveau européen. Ses membres sont des représentants d'organisations d'employeurs et de syndicats ainsi que d'organisations sociales, professionnelles, économiques et culturelles. Le CESE compte actuellement 329 membres.

Cet entretien est un bref résumé du podcast « **We Work Europe** ». Si vous souhaitez écouter l'intégralité de l'épisode avec **Christa Schweng**, il vous suffit de scanner ce code-barres ou de vous rendre sur le site <https://www.eza.org/en/eza-podcast>

We Work Europe



CONCRÉTISER LE DROIT À L'ÉGALITÉ DES CHANCES

Le projet Erasmus+ « Travailler à tout prix ? » destiné aux travailleuses précaires



LES MEMBRES D'EZA ADHÈRENT À LA CHARTE EZA

TEXTE : Karin Reisige
PHOTOS : EZA

L'Union européenne donne des droits aux femmes, proscrit l'inégalité des chances en matière d'évolution de carrière, l'inégalité salariale et garantit aux femmes le droit à l'intégrité de leur personne sur le lieu de travail ainsi que le droit à être traitée avec dignité. Les femmes en situation d'emploi précaire, tel que c'est souvent le cas dans la restauration, le nettoyage ou chez les prestataires de sécurité privés, sont souvent très loin de voir leurs droits s'appliquer. La ligne de conduite de ces femmes est trop souvent la suivante : « L'essentiel, c'est d'avoir un travail ». Les actes de harcèlement et autres violations de la loi doivent être tolérés avec le sourire, notamment dans les professions qui font fréquemment l'objet d'évaluations publiées sur Internet par la clientèle. En résumé : des contraintes économiques entraînent une inégalité de droits, ce qui est inacceptable. C'est pourquoi les membres d'EZA Nell-Breuning-Haus (Allemagne), SOLIDARUMAS (Lituanie), PODKREPA (Bulgarie), Arbeiter-, Freizeit- und Bildungsverein (Italie) et EDS Fundacja Nowy Staw (Pologne) ont mis sur pied le projet Erasmus+ intitulé « Travailler à tout prix ? Un projet de lutte contre l'exploitation, contre les discriminations et le harcèlement sexuel subis par les travailleuses précaires ». En tant que réseau chargé du projet et constitué de syndicats et de centres de formation, nous développons des standards pour une formation des travailleuses dans le respect du principe d'égalité hommes-

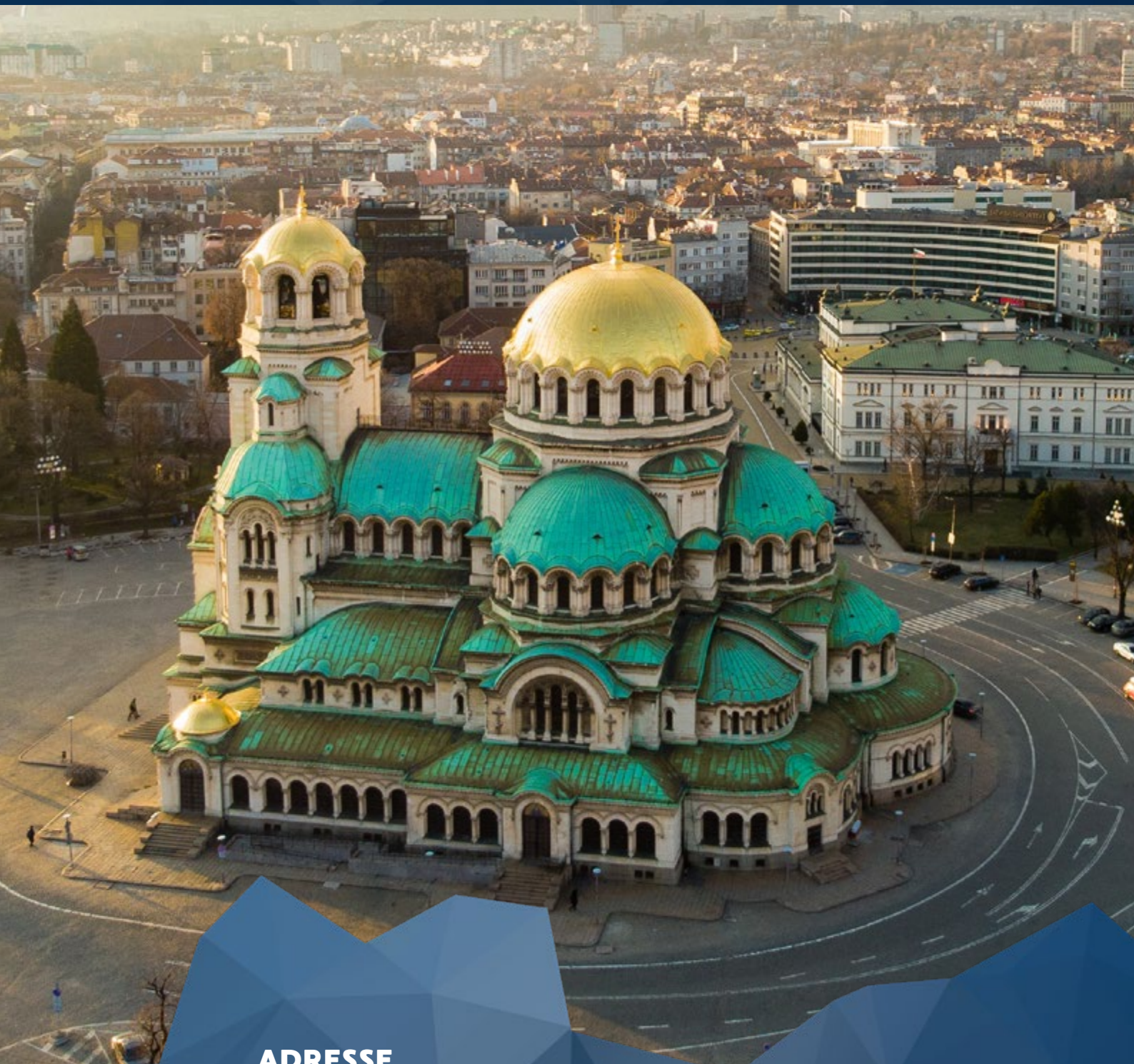
femmes, des normes qui sont réunies dans une charte EZA. Le contenu de la charte insiste sur le combat pour un égal accès à nos activités de formation ainsi que sur la prise en compte des situations de vie spécifiques de ces femmes. C'est ainsi que nous parviendrons à accroître la qualité et l'adéquation de notre travail et à remplir encore mieux notre véritable mission, à savoir soutenir les travailleuses par la formation. Nous allons mettre en avant le cadre de vie des femmes en situation d'emploi précaire dans un film et une campagne en vue de sensibiliser nos sociétés européennes à ce sujet.

Un programme de formation propre, qui sera également disponible sous la forme d'un webinar en allemand, en anglais, en lituanien, en polonais et en bulgare, se chargera de transmettre aux femmes les connaissances dont elles ont besoin pour pouvoir faire appliquer leurs droits. En parallèle, nous formons des multiplicateurs et multiplicatrices au cours d'un cursus de certification afin qu'ils et elles soient en mesure de réaliser la formation mentionnée et d'agir en tant que délégué(e)s à l'égalité des chances au sein des organisations. Ce projet est réalisé via la plateforme d'EZA IPEO, plateforme internationale pour l'égalité des chances. Le projet doit se dérouler de février 2022 à juillet 2024.

Vous avez des questions ? Vous êtes intéressé(e) par notre cursus de certification ? Merci de bien vouloir vous adresser à notre chef de projet : **Karin Reisige**, Nell-Breuning-Haus à Rode-le-Duc, tél. : +49 2406/9558 12, e-mail : karin.reisige@nbh.de



MAGAZINE



ADRESSE

Publication

EZA – Centre Européen pour les Travailleurs
Johannes-Albers-Allee 2 53639 Königswinter
Tel. +49 - 22 23 - 29 98 - 0
Fax +49 - 22 23 - 29 98 - 22
E-Mail: eza@eza.org www.eza.org

Rédaction

Sigrid Schraml, Lukas Fleischmann (rédacteur responsable), Karin Reisinger, Ralph Würschinger

Conception éditoriale et graphisme

Sofia Wunderling, 40227 Düsseldorf
wunderling.myportfolio.com

Photos

Lukas Fleischmann, EWSA, Adobe Stock

Mode de parution

Trois numéros par an.



Financé par
l'Union européenne